

REFUSONS COLLECTIVEMENT de remplir LES LIVRETS PERSONNELS DE COMPÉTENCES

Le livret personnel de compétences (LPC) est présenté comme une modernisation du système éducatif répondant aux exigences des directives européennes montrées comme inéluctables. De la maternelle à l'entrée sur le marché du travail, il devient le « passeport orientation et formation » et le « portefeuille de compétences ». Ces directives accompagnent le renforcement du contrôle social et l'omniprésence de l'évaluation au sein des systèmes éducatifs : c'est l'entreprise qui dicte ses méthodes aux enseignants !

QU'EST-CE QUE C'EST ? Des dizaines de compétences, floues, politiquement orientées ou carrément fumeuses, validées de façon ternaire à la maternelle (non acquis, en cours d'acquisition, acquis), binaires par la suite (non acquis, acquis), pour contrôler les élèves dans leur globalité et leur personnalité via les « savoirs être ». Connaissances, intégration, docilité... c'est le « minimum » à posséder à la sortie du système scolaire. Minimum pour quoi ? Pour qui ? Pour le travail et le marché, bien sûr : adaptabilité, employabilité, flexibilité, mobilité...

Si l'on songe de plus que ces compétences, et donc ce livret, sont validées pour chaque élève sur internet... et si l'on songe que les élèves ont depuis leur entrée en maternelle un INE (Identifiant national élève), véritable numéro de matricule des enfants, le risque d'interconnexion avec les fichiers déjà existants est clair (pôle emploi, police,...). C'est donc **un système informatisé de données personnelles qui met en place un fichage généralisé des individus**. Tout cela évidemment à l'insu des enfants et de leur famille à qui rien n'est demandé et auxquels on refuse le droit d'opposition (malgré la loi Informatique et Libertés).

Pour les profs, il représente en outre une **lourde charge de travail et la fin de la**

liberté pédagogique, déjà moribonde : puisque l'évaluation de ces compétences doit progressivement remplacer les notes (dont on ne va pas pleurer la disparition), c'est dire que les profs devront, comme dans le système américain, adapter leur pédagogie en vue des résultats aux évalua-

NOUS REJETONS CETTE ÉCOLE ASSERVIE AU MARCHÉ DU TRAVAIL ET QUI RENFORCE LA COMPÉTITION ENTRE TOUS !

tions. **Bachotage, apprentissage de procédures standards aliénantes et inutiles (QCM)**. Réfléchir ? Penser ? C'est pas de ça dont ont besoin les entreprises ! Accessoirement, on voudrait instaurer la paie des profs au « mérite » qu'on ne s'y prendrait pas autrement...

Nous considérons que **l'acquisition des connaissances se fait tout au long de la vie** et ne peut être figée dans le temps. Qu'une connaissance n'est jamais définitivement acquise et qu'une personnalité est heu-



reusement toujours susceptible d'évoluer et de se construire. Nous rappelons aussi que tous les fichiers de justice sont assortis d'un « droit à l'oubli », possibilité d'effacer l'ardoise... avec ces fichiers informatiques, tout est gravé dans le marbre, pour la vie. Nous rejetons cette école asservie au marché du travail et qui renforce la compétition entre tous. **Nous prôtons, au contraire, qu'avec les connaissances, les confrontations et les pratiques collectives, l'école puissent permettre l'émancipation.**

Plutôt qu'une validation systématique, solution parfois proposée, qui présente l'inconvénient de ne pas montrer clairement notre refus et serait implicitement perçue comme une acceptation plus ou moins passive des LPC, **nous appelons à amplifier et généraliser le boycott des dits livrets** comme déjà certains établissements ont commencé à le faire.

ORGANISONS LE BOYCOTT !

RECEVEZ UN NUMÉRO GRATUIT DE **N'AUTRE école** REVUE DE LA CNT ÉDUCATION

Merci de remplir ce formulaire et de nous le renvoyer pour recevoir gratuitement le prochain numéro.

Nom : Prénom : Adresse :
 Code Postal : Ville : Pays : Profession :
 Mail : **N'AUTRE école - CNT-FTE, 33 rue des Vignoles 75020 Paris**

